



© A launching Sea Sparrow anti-aircraft missile, 21 mai 2007, Mass Communication Specialist 2nd Class Kristopher Wilson, via Wikipedia

Le « greenwashing » des producteurs d'armes : principes et faux-semblants

Maïté Bol

Dans un contexte politique international où le développement durable et la protection de l'environnement occupent une place plus prégnante, un terme surgit régulièrement en réaction aux postures tant des États que des firmes privées : le « greenwashing. » Une compréhension commune de ce que recouvre le greenwashing¹ s'est cristallisée autour des travaux de Thomas P. Lyon et John W. Maxwell, tous deux professeurs à la *Kelley School of Business* de l'Université de l'Indiana. Selon ces auteurs, le greenwashing caractérise « *la divulgation sélective d'informations de nature positive sur les performances environnementales ou sociales d'une entreprise, sans divulgation complète des informations négatives sur ces dimensions, de manière à créer une image trop positive de l'entreprise*² ». Le greenwashing est ainsi entendu comme l'articulation de deux comportements simultanés et complémentaires à savoir, d'une part, une communication choisie et méliorative (c'est-à-dire, qui porte aux nues les pratiques « environnementales » d'une structure) et, d'autre part, une campagne de désinformation. Des secteurs comme celui de l'industrie textile³ ou celui de l'industrie

agroalimentaire⁴ ont déjà fait l'objet d'analyses ayant exposé les méthodes et les procédés symptomatiques du greenwashing. En revanche, l'industrie de l'armement a largement été épargnée⁵.

Pourtant, les activités du domaine en font une candidate toute désignée à la pratique controversée du greenwashing ; la production d'armes se trouvant à la jonction de prescriptions a priori difficilement conciliables. En effet, si le mandat des fabricants d'armes consiste à répondre à des besoins en biens, en technologies et en services formulés par des militaires, ils sont, avec de plus en plus d'insistance, invités à le faire en respectant des objectifs de développement durable tout en assurant leur rentabilité. À l'échelle européenne ou internationale, une pluralité d'institutions et d'acteurs financiers ont ainsi recalibré leurs politiques d'investissements en y intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin de flécher les flux financiers vers des activités économiques durables⁶. Cela ne va pas sans poser des difficultés aux firmes productrices d'armements qui ont besoin de ces financements pour assurer leur fonctionnement et le développement de leurs activités parfois tant civiles que militaires. De manière générale, et aussi paradoxal que cela puisse paraître au regard de la nature de leurs activités, les industriels de la défense subissent une pression sociétale croissante pour clarifier le rôle qu'elles entendent jouer en matière de durabilité.

Dans une tentative de concilier les prescriptions implicites ou explicites à leur endroit, on observe que les industriels de l'armement cherchent à se positionner comme des acteurs soucieux de l'environnement. Tout en continuant d'alimenter les arsenaux des forces armées en matériels militaires, ils avancent de plus en plus fréquemment des discours en faveur du développement durable. On le voit à travers une communication abondante focalisée sur la dimension environnementale de leurs activités de recherche et développement ou de certains de leurs récents équipements triés sur le volet ; cette communication choisie veillant à laisser de côté les impacts écologiques moins valorisants de l'ensemble de leurs activités et produits. De ce constat, il apparaît que les producteurs d'armes se livrent à une forme de greenwashing.

Cet Éclairage expose les principaux procédés discursifs des entreprises productrices d'armements qui alimentent l'idée selon laquelle elles auraient adopté une approche écoresponsable tant au niveau des biens et technologies proposés sur les marchés qu'au niveau de leurs activités de production. Plus spécifiquement, le texte met en lumière deux formes emblématiques du greenwashing que l'on retrouve chez les producteurs d'armes. Dans un premier temps, il questionne les allégations relatives aux matériels militaires « verts » (i). Dans un second temps, il s'intéresse aux allégations relatives à la décarbonisation de leur secteur (ii). La démarche consiste *in fine* à exposer une communication sélective empreinte de faux-semblants déployée dans le but d'occulter autant que possible le caractère intrinsèquement non durable du domaine de la production d'armements du fait de la finalité destructrice et meurtrière des biens et des technologies qui forment le cœur de son activité.

Le développement de matériels militaires « verts » : les mécanismes de l'imprécision volontaire, du compromis caché et du moindre mal

Sur son site web, l'entreprise britannique BAE Systems fait valoir qu'elle est une « *force motrice du développement de solutions électriques durables [...] ⁷* » qui vont notamment permettre « [...] *de répondre aux ambitions de [leurs] clients du secteur de la défense en matière de carboneutralité ⁸* ». Pareillement, la société américaine Raytheon Technologies souligne en août 2021 via son compte Twitter que « *peu de gens savent que le RIM-7 Sea Sparrow est le missile antiaérien le plus écologique jamais produit ⁹* ». L'entreprise américaine Ammo and Bullet quant à elle indique sur son site web que leur programme de munitions « vertes » vise « *à éliminer les métaux lourds, les composés organiques volatils et les substances appauvrissant la couche d'ozone dans les amorces et les projectiles. Ces matériaux produisent des déchets nocifs et des émissions dans les installations de fabrication ¹⁰* ».

Ces discours illustrent que la problématique environnementale est progressivement intégrée par l'industrie militaire. Cette prise en compte des questions d'ordre environnemental se matérialise notamment à travers le développement de matériels et technologies militaires plus respectueux de l'environnement. Concomitamment, des stratégies de communication ont été mises en place par les producteurs d'armes pour promouvoir la production de ces équipements en mettant tout particulièrement l'accent sur leur dimension « verte » et sur l'amoindrissement des impacts environnementaux lors de leur utilisation et/ou de leur conception. Néanmoins, ces discours sont à relativiser, car ils reposent sur des stratégies de communication caractéristiques de trois formes de greenwashing à savoir l'imprécision, le compromis caché et le moindre mal¹¹.

Selon la société de marketing TerraChoice¹², l'imprécision consiste en une « *allégation qui est si mal définie ou si large que sa signification réelle est susceptible d'être mal comprise par le consommateur ¹³* ». Appliqué aux producteurs d'armements, cela transparaît par le recours répété à des termes flous évoquant le champ lexical de l'écologie comme « vert », « écoresponsable », « respectueux de l'environnement », ou « écologique » pour qualifier certains de leurs produits. On peut citer les munitions « vertes » de la société norvégienne Nammo¹⁴ ou de l'entreprise américaine Ammo and Bullet¹⁵, les lance-roquettes « durables » HIMARS de la firme américaine Lockheed Martin¹⁶, ou encore le navire de combat « écologique » Blue Shark de l'industrie française Naval Group¹⁷. Les entreprises usent d'une terminologie laissant entendre l'adoption d'une approche écoresponsable dans la conception de munitions ou de systèmes d'armes contemporains. La démarche est doublement fallacieuse. D'une part, comme le signale Lauren Baum, ces termes « *sont vagues parce qu'ils sont vides de sens sans élaboration ¹⁸* ». Pour exemplifier ce que Baum explique, on peut reprendre le cas des lance-roquettes HIMARS de Lockheed Martin. Si sur la page de son site qui y est consacré, Lockheed Martin les qualifie de « durables », la firme ne précise nullement en quoi ou comment les lance-roquettes le sont. Dans ce contexte, l'emploi du terme « durable » est donc dénué de sens. D'autre part, considérant la finalité du matériel

militaire, il existe une contradiction inhérente entre les termes associés de sorte que l'idée d'une « arme verte » constitue un oxymore. Drôle de conception des rapports entre les êtres vivants et leur environnement naturel que celle qui vise à faire admettre qu'une munition verte permet de manière écologique de tuer une personne tout en ayant la vertu de préserver la capacité des générations futures à en faire de même.

Par ailleurs, *TerraChoice* a également souligné une autre forme de greenwashing : le compromis caché. Il s'agit d'une allégation « *suggérant qu'un produit est "vert" sur la base d'un ensemble excessivement étroit d'attributs sans prêter attention à d'autres questions environnementales importantes*¹⁹ ». À ce titre, *TerraChoice* fait remarquer que le papier issu d'une forêt exploitée de manière durable n'est pas nécessairement préférable sur le plan environnemental, car il faut aussi prendre en considération le fort impact écologique qui peut résulter d'autres aspects de son processus de fabrication, tels que l'usage de chlore pour le blanchiment du papier²⁰. Le même raisonnement peut être tenu en ce qui concerne les matériels militaires « verts » dont les industries d'armements promeuvent l'impact environnemental amoindri lors de leur conception et/ou de leur emploi. Le compromis tend à faire admettre l'idée qu'il y aurait une manière « écoresponsable » de produire le matériel nécessaire à la destruction de villes comme Marioupol ou Alep, d'infrastructures logistiques et de bases militaires.

Enfin, selon *TerraChoice*, le moindre mal correspond à « *une allégation qui peut être vraie au sein de la catégorie de produits, mais qui risque de détourner l'attention du consommateur des impacts environnementaux plus importants de la catégorie dans son ensemble*²¹ ». Pour illustrer son propos, *TerraChoice* donne l'exemple éloquent des cigarettes biologiques ou encore celui du véhicule utilitaire sport à faible consommation de carburant²². Dans le même ordre d'idées, on peut mentionner le navire de combat « écologique », *Blue Shark*, de *Naval Group*. Si « *Naval Group a voulu prouver via la frégate Blue Shark et la vingtaine d'écotechnologies prometteuses intégrées à bord, que l'amélioration des performances des navires de guerre peut aller de pair avec une réduction de leurs impacts sur l'environnement*²³ » comme l'avance l'architecte navale du groupe Adeline Cunin, il n'en demeure pas moins que ces allégations écologiques ne sont valables que pour ce navire de combat spécifique, et non pour l'ensemble des bâtiments qu'ils produisent. Il en va de même pour le véhicule blindé hybride *Scarabee*, de la société française *Arquus* présenté comme « *le premier véhicule de combat hybride capable de fonctionner à 100 % à l'électricité*²⁴. » et dont les avantages mis en avant en matière d'économie d'énergie ne sont pas attribuables au reste de leur flotte.

Cette communication mixant imprécision, compromis caché et moindre mal oriente l'attention sur les potentiels avantages écologiques du matériel militaire à un stade précis de leur cycle de vie. Elle tend à occulter les multiples dégradations environnementales qui peuvent résulter des autres étapes de leur cycle de vie²⁵, que ce soit lors de l'extraction des matières premières, de leur maintien en condition opérationnelle ou encore de leur élimination en fin de vie. On est en présence d'artifices communicationnels biaisés évitant de considérer une appréciation globale et circonstanciée de l'empreinte écologique des armes dites vertes. Le matériel militaire

« vert » dont les entreprises d'armements font la promotion ne représente par ailleurs qu'une part marginale de leur volume total de production ; même si la tendance tend à s'amplifier. Il faut en effet garder à l'esprit que, chaque année, les industries de défense fabriquent des quantités considérables d'armes, de munitions et d'appareils militaires²⁶. Ce matériel est produit dans le but de doter les forces armées des outils indispensables pour mener à bien des activités destructrices sur le plan environnemental²⁷.

La production d'armes et les gaz à effet de serre : association à une cause vertueuse, reporting flou et omissions accommodantes

La problématique de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) s'est imposée comme un enjeu mondial. À l'instar de nombreux acteurs, les industriels de l'armement tiennent à faire savoir qu'ils participent à ce défi en plaçant la question de leur propre empreinte carbone au centre de leurs préoccupations. Cela se traduit principalement par la mise en place de programmes et processus de décarbonisation de leurs opérations²⁸. On constate que cette ambition de décarboniser leur secteur est accompagnée par une communication spécifique mettant en évidence leurs engagements à contribuer à l'objectif mondial de « zéro émission nette » en réduisant leur empreinte respective et à faire preuve de plus de transparence en termes d'émissions de GES générées par leurs activités. Face à cette communication, il convient de rester précautionneux. Il apparaît que les stratégies communicationnelles sur leur empreinte carbone recoupent trois formes de greenwashing, à savoir l'association de l'entreprise à une cause vertueuse afin d'orienter son image vers des représentations positives²⁹, les rapports flous et les allégations par omissions.

Selon Carlson *et al.*, chercheurs de l'université de Clemson, l'association de l'image d'entreprise à une cause vertueuse renvoie aux allégations qui « *associent une organisation à une cause ou une activité environnementale bénéficiant d'un large soutien de la part du public*³⁰ ». Comme le précisent Carlson *et al.*, ce type d'allégations vise à améliorer et valoriser l'image écologique de l'organisation en évoquant une cause qui rallie l'opinion publique³¹. Dans le cas présent, la cause environnementale instrumentalisée par les firmes de défense est celle du « zéro émission nette », un objectif notamment promu dans le cadre de l'Union européenne et des Nations unies qui visent la neutralité carbone en 2050³². Plusieurs sociétés productrices d'armes se sont réappropriées ce discours en faisant figurer dans leur stratégie de décarbonisation l'ambition de s'aligner sur cet objectif mondial, et ce en atteignant elles-mêmes la neutralité carbone dans les années à venir.

La société américaine *Northrop Grumman* a, par exemple, indiqué qu'elle entendait « *faire [sa] part pour [...] ramener les émissions mondiales de gaz à effet de serre à zéro net d'ici 2050 [...] [et] à atteindre zéro émission nette de GES dans [ses] activités d'ici 2035*³³ ». Dans un onglet de son site web intitulé « Décarboner l'aéronautique », le groupe français *Safran* a également déclaré qu'il « *mène une politique ambitieuse afin de contribuer à la transition vers une aviation neutre en carbone d'ici à 2050*³⁴ » et ce,

« pour atteindre la neutralité carbone en 2050 – un objectif fixé par l'Union européenne³⁵ ». BAE Systems, firme de défense britannique, révèle aussi sur son site web qu'elle a « rejoint la campagne Race to Zero des Nations unies³⁶ », ce qui implique qu'elle s'est fixée comme objectif « de réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre dans l'ensemble de [ses] activités d'ici 2030 et dans l'ensemble de [sa] chaîne de valeur d'ici 2050.³⁷ » Concernant l'objectif de neutralité carbone poursuivi par ces industries, il convient néanmoins d'apporter une nuance essentielle. La plupart des grandes entreprises ou des grands groupes du secteur de la défense ont des activités duales, c'est-à-dire qu'ils fournissent des biens et des services à usage civil mais également militaire. Corrélativement, cela signifie que les mesures et engagements pris en matière de durabilité sont bien souvent impulsés par et pour la composante civile de leurs activités, comme c'est le cas ici pour Safran qui se trouve être un des leaders mondiaux des moteurs d'avions commerciaux. Les discours se rapportant aux activités civiles n'ont cependant pas toujours vocation à être appliqués à la branche de leur production consacrée à la défense, loin de là. Or, le caractère globalisant de cette communication de groupe associe le nom de tout un groupe industriel à la cause vertueuse de « zéro émission nette. » Le stratagème laisse suggérer une approche globale incorporant les activités militaires, ce qui ne va pourtant pas de soi. La rhétorique déployée permet aux producteurs d'armes d'être perçus comme des acteurs contribuant significativement à un monde à faible émission carbone ; que ces industriels aient envisagé ou non de décarboner leurs activités militaires au même titre que leurs activités commerciales.

Orlando Contreras-Pacheco, professeur à la *School of Industrial Engineering and Management* de l'Université de Santander, et Cyrlene Claasen, professeure-assistant à la *School of Business* de Rennes identifient pour leur part les rapports flous comme une autre forme de greenwashing³⁸. Elle consiste à « profiter des rapports sur le développement durable et de leur nature de canal de communication à sens unique pour déformer la vérité ou projeter une image positive en termes de pratiques d'entreprise en matière de RSE³⁹ ». Les rapports flous poursuivent donc une double finalité. Il d'agit, d'une part, d'altérer la réalité en matière de pratiques d'entreprises et, autre part, de diffuser ces résultats à travers diverses activités de « reporting » aux prétentions environnementales. Le mécanisme des rapports flous peut d'ailleurs être associé à la pratique des allégations par omission. Cette notion développée par Carlson *et al.* fait référence aux divulgations volontaires « omettant des informations importantes nécessaires à l'évaluation de sa véracité ou de son caractère raisonnable⁴⁰ ». À cet égard, bien que les industries d'armements cherchent à montrer patte blanche en révélant davantage leurs émissions de GES par l'entremise de divers types de rapport⁴¹ (rapport annuel, rapport de responsabilité sociale d'entreprise (RSE)⁴², rapport ESG⁴³ ou « sustainability report »), il est fréquent que les documents produits soient insuffisamment étayés pour évaluer correctement l'ampleur effective de l'empreinte carbone de leurs activités.

Des chercheurs – tels que Stuart Parkinson⁴⁴, directeur de *Scientists for Global Responsibility*, ou encore Leonie Nimmo et Hana Manjusak⁴⁵, chercheuses au *Conflict*

and Environment Observatory (CEOBS) – ont analysé les rapports RSE et/ou annuels fournis par une pluralité d’industries d’armements. Leur but était d’évaluer la qualité et le niveau de leur « reporting » environnemental et, plus spécifiquement, de divulgation de leurs émissions de GES. Tous notent d’énormes disparités tant quantitatives que qualitatives concernant les données communiquées⁴⁶. Nimmo et Manjusak remarquent que sur les quinze plus grosses entreprises d’armements au monde étudiées⁴⁷, seules cinq proposent une évaluation totale des GES qui seront émis par leurs produits au cours de leur cycle de vie complet, dont celles liées à l’utilisation des produits vendus⁴⁸. Parkinson, quant à lui, estime que 25 des principaux industriels de l’armement qui fournissent des équipements militaires à l’armée britannique⁴⁹ auraient généré environ 1,46 millions de tonnes de CO₂ rien qu’en termes d’émissions directes entre 2017 et 2018 au Royaume-Uni⁵⁰. Néanmoins, il souligne que ces chiffres doivent être considérés avec précaution, car nombre des firmes fournissent des données minimales et parcellaires⁵¹. Ainsi, Nimmo, Manjusak et Parkinson s’accordent sur le fait que les informations communiquées par les industries demeurent lacunaires et sélectives. Incidemment, il ressort de ces deux études que la réalité des émissions de GES de ces entreprises est vraisemblablement supérieure à ce que leurs rapports suggèrent.

Enfin, on constate que certaines industries d’armements exploitent ces rapports pour déformer la réalité s’agissant de leurs pratiques RSE et présenter une image d’entreprise écologiquement responsable ; renvoyant aux deux dimensions de la pratique des rapports flous. Elles tiennent des discours qui mettent l’accent sur la transparence dont elles font preuve en matière de « reporting » environnemental. Pour illustrer cette pratique des rapports flous, on peut reprendre le cas représentatif de l’entreprise américaine *Raytheon Technologies* qui met en exergue qu’elle « *participe au système mondial volontaire de divulgation ESG appelé CDP (anciennement Carbon Disclosure Project) et [que leurs] réponses détaillées abordent les questions [...] d’émissions*⁵². » À cet égard, la firme indique dans son rapport ESG de 2021 qu’elle reconnaît « *qu’en tant que fabricant de produits aérospatiaux et de défense [...] [son] plus grand impact potentiel en matière de lutte contre le changement climatique est la réduction des émissions par le biais des produits [qu’elle conçoit, développe, fabrique]*⁵³. Elle admet en effet que « *la décarbonisation de [sa] chaîne de valeur pour réduire les émissions de GES de scope 3, en particulier celles liées à l’utilisation de [ses] produits, peut avoir un impact beaucoup plus important sur [ses] émissions globales*⁵⁴ ». En ce sens, elle fait donc valoir qu’une section entière de son rapport est consacrée à examiner « *en détail [ses] progrès et [ses] engagements en matière d’environnement, en mettant l’accent sur les émissions de gaz à effet de serre*⁵⁵ » dont notamment les émissions de scope 3 « *y compris, mais sans s’y limiter, les émissions provenant de l’utilisation de [ses produits]*⁵⁶ ».

En réalité, son « reporting » s’avère être flou dans la mesure où les discours que tient Raytheon déforment la vérité concernant son empreinte carbone. En effet, elle affirme prendre en considération les émissions de scope 3 liées à l’utilisation de ses produits mais ces propos sont fallacieux, car Nimmo et Manjusak, à travers leurs recherches, ont

constaté que cette entreprise ne divulgue pas ce type d'émissions dans ses rapports⁵⁷. Or, comme le précisent Nimmo et Manjusak, les émissions de GES liées à l'utilisation des produits d'une industrie représentent une part conséquente de son empreinte carbone ; un point que, par ailleurs, *Raytheon* reconnaît également. Cela amène donc à soulever une question : comment une entreprise peut-elle témoigner d'une quelconque forme de progrès en termes de réduction d'un type précis d'émissions qu'elle ne dévoile pas ? Tout compte fait, il ne s'agit là que d'une forme de greenwashing dont *Raytheon* tire parti pour entretenir une image d'entreprise écoresponsable qui se dit transparente quant à son empreinte carbone, alors que la réalité est toute autre. En conséquence, ces trois formes de greenwashing auquel s'adonnent les producteurs d'armes, d'une part, remettent en question leurs prétentions à s'inscrire sur la voie de la neutralité carbone et, d'autre part, passent sous silence le fait qu'ils demeurent de gros émetteurs de GES.

Conclusion : « Dirty Business »

Cet Éclairage invite à mettre en balance, d'une part, les efforts qui ont été véritablement déployés par les producteurs d'armes pour améliorer leurs performances environnementales ou le caractère écologique de leurs produits et, d'autre part, les efforts consacrés à la communication sur ces dimensions. L'orientation de l'attention sur ce que l'industrie de l'armement désire mettre de l'avant, au détriment de ce qu'elle souhaite masquer, est un comportement commun à plusieurs des formes de greenwashing.

Le greenwashing opéré par les producteurs d'armes mobilise ainsi – sans s'y limiter – les allégations relatives aux matériels militaires « verts » et à la décarbonisation de leur secteur. Ces artifices communicationnels mobilisés participent d'une entreprise de désinformation et d'invisibilisation des atteintes majeures que l'ensemble de leurs activités peuvent porter à l'environnement. Le fait pour les producteurs d'armes de mettre en avant la dimension « écologique » de leurs produits et leur engagement en matière de « neutralité carbone » permet de créer l'illusion d'une responsabilité écologique largement assumée. Cette image trompeuse est construite par le biais de discours correspondant à des formes spécifiques de greenwashing que Contreras-Pacheco et Claasen regroupent sous le terme de « *Dirty Business* ». Cette notion caractérise le fait « *d'appartenir à un environnement d'affaire intrinsèquement non durable, mais de promouvoir des pratiques ou des produits durables qui ne sont pas représentatifs de cet environnement d'affaire*⁵⁸ ».

S'agissant de l'industrie de l'armement, le constat général est sans équivoque : elle est par nature une activité de destruction qui ne peut épargner l'environnement. Ni le développement de matériels et technologies militaires « verts », ni l'élaboration de programmes visant à réduire ses émissions de carbone, ni même l'implémentation de mesures dédiées à atténuer l'empreinte écologique de ses activités ne semblent pouvoir modifier cet état de fait. L'idée d'écoresponsabilité que les sociétés productrices d'armements véhiculent est de fait antinomique avec le mandat de produire des outils

provoquant des blessés, des morts et des dommages matériels conséquents. Une fois ce constat rappelé, toute communication *ecofriendly* des producteurs d'armes ne peut être que parcellaire et empreinte de faux-semblants.

Pour s'en rendre compte, il suffit de rappeler ce qui constitue un des piliers essentiels des appareils militaires des principales puissances. Ce texte cite les noms des entreprises *Raytheon, Northrop Grumman, BAE Systems, Safran*, ou encore *Naval Group*. Ces entités (américaines, françaises ou britanniques) comptent parmi les producteurs occidentaux d'armes participant à des degrés divers à la conception et à la production des armes nucléaires et/ou des vecteurs nécessaires à leur emploi. En d'autres termes, des industriels se présentant dès que possible comme des acteurs responsables de l'environnement sont aussi ceux qui tirent leur profit d'une activité visant à planifier et rendre plausible un crime de masse dont les modalités d'exécution font courir des risques environnementaux si dévastateurs que le scénario d'un changement civilisationnel sur terre est, *in fine*, une conséquence envisagée par les analystes du domaine.

* * *

L'auteure

Maïté Bol est chercheuse au GRIP au sein du pôle « Armement et désarmement ». Elle est titulaire d'un Master en sciences politiques relations internationales (à finalité paix, sécurité et conflits) et d'un LL.M en droit international public de l'Université Libre de Bruxelles.

Pour citer cette publication

Maïté Bol, « [Le "greenwashing" des producteurs d'armes : principes et faux-semblants](#) », *Éclairage du GRIP*, 22 août 2023.

¹ Il est à noter qu'il existe de nombreuses définitions du greenwashing dans des perspectives diverses. Le greenwashing peut en effet être observé dans un large éventail d'activités et de domaines. En raison de sa nature multiforme et multidisciplinaire, l'évolution de ce que recouvre cette pratique est donc en constante expansion.

² « *selective disclosure of positive information about a company's environmental or social performance, without full disclosure of negative information on these dimensions, so as to create an overly positive corporate image* » [traduction libre] : DE FREITAS NETTO V. Sebastião et al., « [Concepts and forms of greenwashing : a systematic review](#) », *Environmental Sciences Europe*, vol.32, article 19, décembre 2020, p.6 ; également cité dans KINELSKI Grzegorz et al., « [Concept, Developments, and Consequences of Greenwashing](#) », *European Research Studies Journal*, Vol XXIV, Issue 4B, 2021, p. 915. ; GATTI Lucia et al., « [Grey zone in – greenwash out. A review of greenwashing research and implications for the voluntary-mandatory transition of CSR](#) », *International Journal of Corporate Social Responsibility*, vol.4, article 6, 2019, p.7.

- ³ Voir : KHORSAND B. Darya et al. , « Greenwashing in the Fashion Industry : Definitions, Consequences, and the Role of Digital Technologies in Enabling Consumers to Spot Greenwashing », dans BRANDSTRUP Michelle et al. (Dir.), *The Garment Economy. Understanding History, Developing Business Models, and Leveraging Digital Technologies*, Springer, 2023, pp. 81-107 ; ADAMKIEWICZ Julia et al., « Greenwashing and sustainable fashion industry », *Current Opinion in Green and Sustainable Chemistry*, vol.38, décembre 2022, article 100710 ; KANER Gül, « Greenwashing : How Difficult It Is to Be Transparent to the Consumer – H&M Case Study » dans MUKONZA Chipo et al. (dir.), *Green Marketing in Emerging Markets. Strategic and Operational Perspectives*, Palgrave Macmillan, 2021, pp. 203-226. ; DUARTE O. Larissa, « From fashion to farm : Green marketing innovation strategies in the Brazilian organic cotton ecosystem », *Journal of Cleaner Production*, vol. 360, août 2022, article 132196.
- ⁴ Voir : BONCINELLI Fabio et al., « Effect of executional greenwashing on market share of food products : An empirical study on green-coloured packaging », *Journal of Cleaner Production*, vol.391, 10 mars 2023, article 136258 ; NORTHEN Greg, « Greenwashing the Organic Label: Abusive Green Marketing in an Increasingly Eco-Friendly Marketplace », *Journal of Food Law and Policy*, vol. 7, n°1, 2021, pp.102-133 ; KOCH A. Megan et COMPTON A. Cristin, « Discursive Closures and the Greenwashing of Food Discourse », dans BOERBOOM Samuel (dir.), *The Political Language of Food*, Lexington Books, 2017, pp. 227-250.
- ⁵ Voir : CLARKE S. Joe, « [How weapons manufacturers are preparing for climate change](#) », *Unearthed*, 26 mai 2020 ; « [Le salon mondial de l'armement en plein greenwashing](#) », *Reporterre*, 15 juin 2022 ; WARDA Mohamed, « [Le greenwashing des industriels de l'armement continue](#) », *Ehko*, 22 février 2019 ; AKKERMAN Mark, « [Climate change, energy security and arms trade](#) », *War Resisters' International*, 23 avril 2013.
- ⁶ Dès les années 1980-1990, les investisseurs institutionnels ont commencé à publier des normes et directives volontaires en matière de reporting ESG. Voir REVELLI Christophe, « [L'investissement socialement responsable. Origines, débats et perspectives](#) », *Revue française de gestion*, vol.236, n°7, 2013.
- ⁷ « *we are driving the development of sustainable electric solutions [...]* » [traduction libre] : BAE Systems, « [Sustainable electric solutions](#) », *What we do*, consulté le 7 août 2023.
- ⁸ « *[...] to meet our defence customers' net zero ambitions.* » [traduction libre] : *Ibidem*.
- ⁹ « *Few people realize the RIM-7 sea Sparrow is the most environmentally friendly anti-aircraft missile produced anywhere* » [traduction libre] : Raytheon Technologies, « [Few people realize the RIM-7 sea Sparrow is the most environmentally friendly anti-aircraft missile produced anywhere. We're proud of our commitment to a better future for all the children of the world. Do good things. Be greener. With Raytheon.](#) », *Twitter*, 31 août 2021. Il est à noter que Raytheon a, par la suite, supprimé son Tweet.
- ¹⁰ « *to get rid of heavy metals, volatile organic compounds, and ozone-depleting substances in primers and projectiles. These materials produce harmful wastes and emissions in manufacturing facilities* » [traduction libre] : Ammo and Bullet, « [Green Ammunition](#) », consulté le 15 juillet 2023.
- ¹¹ Ces trois formes de greenwashing ont été, à l'origine, qualifiées par la société TerraChoice de : « péché d'imprécision », « péché du compris caché » et « péché du moindre mal ». Dans ce texte, le terme « péché » a été retiré, car étant fortement connoté.
- ¹² La classification des « sept péchés de greenwashing » établie par TerraChoice a été citée et reprise dans plusieurs articles scientifiques tels que SCANLAN Stephen, « framing fracking : scale-shifting and greenwashing risk in the oil and gas industry », *The International Journal of Justice and Sustainability*, vol. 22, n° 11, juillet 2017, pp.1311-1337 ; MARKHAM David et al., « Greenwashing : a proposal to restrict its spread », *Journal of Environmental Assessment Policy and Management*, vol. 16, n°4, 2014, pp.1-16 ; BAUM Lauren, « It's Not Easy Being Green... Or Is It ? A Content Analysis of Environmental Claims in Magazine Advertisements from the United States and United Kingdom », *Environmental Communication : A Journal of Nature and Culture*, vol. 6, n°4, octobre 2012, pp. 423-440 ; DELMAS A. Magali et BURBANO C. Vanessa, « The Drivers of Greenwashing », *California Management Review*, vol. 54, n° 1, 2011, pp. 64-87.
- ¹³ « *every claim that is so poorly defined or broad that its real meaning is likely to be misunderstood by the consume* » [traduction libre] : TerraChoice, « [The sins of greenwashing : home and family edition](#) », 2010, p. 10.

- ¹⁴ Nammo, « [Ammunition Handbook](#) », 6^{ème} édition, mai 2021, p. 28, 30 et 52 ; CRAWFORD Angus, « [Should armies use lead-free bullets ?](#) », *BBC News*, 6 août 2012.
- ¹⁵ Ammo and Bullet, « [Green Ammunition](#) », consulté le 15 juin 2023.
- ¹⁶ Lockheed Martin, « [Himars](#) », *Products*, consulté le 7 août 2023.
- ¹⁷ Naval Group, « [Innovation : looking towards a different future with Blue Shark](#) », *Archives (news & stories)*, 6 décembre 2022.
- ¹⁸ « [...] are vague because they are meaningless without elaboration » [traduction libre] : BAUM Lauren, *loc.cit.*, p.431.
- ¹⁹ « suggesting a product is “green” based on an unreasonably narrow set of attributes without attention to other important environmental issues » [traduction libre] : TerraChoice, *loc.cit.*, p. 10.
- ²⁰ *Ibidem*.
- ²¹ « claims that may be true within the product category, but that risk distracting the consumer from the greater environmental impacts of the category as a whole » [traduction libre] : *Ibidem*.
- ²² *Ibidem*.
- ²³ « Naval Group has aimed to prove via the Blue Shark frigate and the twenty or so promising eco-technologies integrated on board, that the improvement in warship performance can be twinned with a reduction in their impacts on the environment » [traduction libre] : Naval Group, « [Innovation : looking towards a different future with Blue Shark](#) », *loc.cit.*
- ²⁴ « the first hybrid combat vehicle capable of running on 100% electricity [...] » [traduction libre] : Arquus, « [Scarabee](#) », *Our armored vehicles*, consulté le 27 juillet 2023.
- ²⁵ Voir : GEYER Katrin, « [The military needs to be included in climate agreements but the military cannot be greenwashed](#) », *Reaching Critical Will*, 6 novembre 2021 ; WEIR Doug, « [Lifecycle versus the law – defining the environmental impact of weapons](#) », *Conflict and Environment Observatory*, 18 décembre 2015 ; COTTRELL Linsey, « [The military’s contribution to climate change](#) », *Conflict and Environment Observatory*, 16 juin 2021.
- ²⁶ Selon les dernières *Facts sheet* du SIPRI, les ventes d’armes combinées des plus grandes entreprises de production d’armes et de services militaires (figurant dans le Top 100 du SIPRI) ont atteint un montant de 531 milliards USD en 2020. « *En termes de vente d’armes, les données indiquent donc une tendance continue à la hausse depuis 2015, en corrélation approximative avec la hausse des niveaux de dépenses militaires mondiales* ». Voir MARSTEINER Alexandra et al., « [Le Top 100 du SIPRI des entreprises de production d’armes et de services militaires en 2020](#) » dans *Dépenses militaires, production et transferts d’armes – Compendium 2022*, Rapport du GRIP, SIPRI (Traduction GRIP), 3 novembre 2022, p.37.
- ²⁷ Voir : COTTRELL Linsey, *loc.cit.* ; WESTING H. Arthur et LUMSDEN Malvern, « [Dangers des armements modernes pour l’homme et son environnement – Bibliographie analytique](#) », *Rapports et documents de sciences sociales de l’UNESCO*, n°40, 1979, pp.7-10. ; THEORIN B. Maj, [Rapport sur l’environnement, la sécurité et la politique étrangère](#), Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen, Rapport A4-0005/1999, 14 janvier 1999, pp.16-28. ; DREANO Bernard, « La réponse militaro-sécuritaire », *Centre d’études et d’initiatives de solidarité internationale*, Janvier 2017, pp.6-10 ; WEIR Doug, « [How does war damage the environment ?](#) », *Conflict and Environment Observatory*, 4 juin 2020.
- ²⁸ À titre d’exemples, voir : Northrop Grumman, « [Our Goal of Net Zero by 2035](#) », *Environmental Sustainability*, consulté le 20 juin 2023 ; BAE Systems, « [Progress towards net zero](#) », *The environment and climate change*, consulté le 25 juin 2023 ; Lockheed Martin, « [Carbon Strategy and Climate-Related Risk](#) », *Beyond the SMP*, consulté le 30 juin 2023 ; Thales Group, « [Stratégie pour un futur bas-carbone](#) », *Responsabilité d’entreprise*, consulté le 25 juin 2023.
- ²⁹ Initialement, Carlson et al. ont nommé cette forme de greenwashing « d’allégations relatives à l’orientation de l’image ». Pour plus de clarté sur ce qu’elle incarne, ce texte propose de la remplacer par : « association de l’image d’entreprise à une cause vertueuse ».
- ³⁰ « associates an organization with an environmental cause or activity for which there is broad-based public support » [traduction libre] : CARLSON Les et al., « A Content Analysis of Environmental Advertising Claims : A Matrix Method Approach », *Journal of Advertising*, vol.22, n°3, septembre 1993, p.31.

³¹ *Ibid.*, p.27.

³² Commission européenne, « [Stratégie à long terme à l'horizon 2050](#) », *Stratégies et objectifs climatiques*, consulté le 20 juin 2023 ; Nations unies, « [Net-zero Coalition](#) », *Climate Action*, consulté le 26 juin 2023.

³³ « *to do our part [...] to drive global GHG emissions to net zero by 2050 [...] to achieving net zero GHG emissions in our operations by 2035* » [traduction libre] : Northrop Grumman, « [Our Goal of Net Zero by 2035](#) », *Environmental Sustainability*, consulté le 20 juin 2023.

³⁴ Safran, « [Décarboner l'aéronautique](#) », *Engagements*, consulté le 19 juillet 2023.

³⁵ *Ibidem.*

³⁶ « *has joined the United Nations' Race to Zero campaign* » [traduction libre] : BAE Systems, « [Racing towards zero to drive innovation and protect against future threats](#) », *Sustainability – Net Zero*, 28 mai 2021.

³⁷ « *to achieve net zero greenhouse gas emissions across our operations by 2030 and across our value chain by 2050* » [traduction libre] : *Ibidem.*

³⁸ CONTRERAS-PACHECO Orlando et CLAASEN Cyrlene, « Fuzzy reporting as a way for a company to greenwash : perspectives from the Colombian reality », *Problems and Perspectives in Management*, vol.15, n°2, septembre 2017, p.527.

³⁹ « *Taking advantage of sustainability reports and their nature of one-way communication channel in order to twist the truth or project a positive image in terms of CSR corporate practices* » [traduction libre] : *Ibidem.*

⁴⁰ « *claim omits important information necessary to evaluate its truthfulness or reasonableness* » [traduction libre] : CARLSON Les et al., *loc.cit.*, p.32.

⁴¹ Il s'agit de rapports qu'elles diffusent sur leur site web ou qu'elles transmettent à des organismes tiers indépendants. Par exemple, plusieurs industries d'armements envoient sur une base régulière leurs rapports (comportant des données relatives à leurs émissions de GES) à Carbon Disclosure Project. Il s'agit d'une organisation caritative à but non lucratif qui a mis en place un système mondial d'informations permettant notamment aux industries de gérer leur impact sur l'environnement. Voir Carbon Disclosure Project, « [Home](#) », consulté le 18 juin 2023.

⁴² Les rapports RSE sont des rapports établis par les entreprises sur une base volontaire et qui visent à rendre compte de la façon dont elles intègrent certaines considérations d'ordres environnementales et sociales à leurs activités et à leurs stratégies.

⁴³ Les rapports ESG sont des rapports qui comportent des informations détaillées sur les résultats actuels obtenus par une entreprise en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) afin de permettre aux investisseurs d'évaluer la performance RSE de l'entreprise avant d'y investir.

⁴⁴ PARKINSON Stuart, « [The Environmental Impacts of the UK Military-Sector](#) », *Scientists for Global Responsibility*, mai 2020.

⁴⁵ NIMMO Leonie et MANJUSAK Hana, « [Environmental CSR Reporting by the arms industry](#) », *Conflit and Environment Observatory*, décembre 2021.

⁴⁶ PARKINSON Stuart, *loc.cit.*, p. 11, 14 et 29 ; NIMMO Leonie et MANJUSAK Hana, *loc.cit.*

⁴⁷ Les quinze entreprises, dont les RSE ont fait l'objet d'une analyse, sont : Lockheed Martin, Boeing, Raytheon Technologies, Airbus SE, Northrop Grumman, BAE Systems, Thales, Safran, Rheinmetall, Dassault Aviation, Elbit Systems, MBDA, Leonardo, Naval Group et KNDS.

⁴⁸ Les cinq firmes de défense qui indiquent l'évaluation de cette catégorie d'émissions indirectes de scope 3 (« utilisation de produits vendus » ou « *Use of sold products* ») dans leur rapport sont : Lockheed Martin, Airbus, Thales, Safran et Leonardo.

⁴⁹ Pour cette évaluation, Parkinson s'est basé sur les données de 25 entreprises privés d'armements britanniques qui figuraient dans le Top 100 du SIPRI des entreprises de production d'armes et de services militaires et/ou qui étaient répertoriées comme ayant un contrat, d'une valeur supérieure à 200 millions GBP, avec le ministère de la Défense britannique.

⁵⁰ PARKINSON Stuart, *loc.cit.*, p.12.

⁵¹ *Ibid.*, p.11, 14 et 29.

-
- ⁵² « *participates in the voluntary global ESG disclosure system called CDP (formerly Carbon Disclosure Project) [...] Our detailed responses address issues of [...] emissions [...]* » [traduction libre] : Raytheon Technologies, « [ESG methodology and materials](#) », *Resources*, consulté le 19 juillet 2023.
- ⁵³ « *As an aerospace and defense manufacturer [...] our greatest potential impact on addressing climate change is reducing emissions through the products we design, develop, manufacture* » [traduction libre] : Raytheon Technologies, [2021 Environmental Social Governance Report](#), 31 décembre 2021, p.31.
- ⁵⁴ « *decarbonizing along our value stream to address Scope 3 GHG emissions, particularly associated with the use of our products, has the potential for a much more significant impact on our overall emissions* » [traduction libre] : *Ibid.*, p.47.
- ⁵⁵ « *we will discuss in detail our progress and commitments in addressing environmental issues, with a particular focus on GHG emissions* » [traduction libre] : *Ibid.*, p.31.
- ⁵⁶ « *including but not limited to emissions from the use of our products* » [traduction libre] : *Ibidem*.
- ⁵⁷ NIMMO Leonie et MANJUSAK Hana, *loc.cit.*
- ⁵⁸ « *Belonging to an inherently unsustainable business, but promoting sustainable practices or products that are not representative [...] for the business [...]* » [traduction libre] : CONTRERAS-PACHECO Orlando et CLAASEN Cyrlene, *loc.cit.*, p.527.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Crédit photo : [A launching Sea Sparrow anti-aircraft missile](#), 21 mai 2007, Mass
Communication Specialist 2nd Class Kristopher Wilson, via [Wikipedia](#) -

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 473 982 8202 – admi@grip.org – www.grip.org
Twitter : [@grip_org](#) -Facebook : GRIP.1979.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous : sur grip.org. Devenir donateur : IBAN -BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des Arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : grip.org